

Consultation publique du 11 octobre 2024 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

2024-16

-

Réponse de l'Association Nationale des Opérateurs Détaillant en Energie (ANODE)

L'Anode présente à la CRE sa réponse à la consultation publique N°2024-16 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT).

Question 1 Quels enjeux vous semblent les plus prioritaires pour la régulation incitative d'Enedis pour le TURPE 7 HTA-BT ?

L'Anode partage dans les grandes lignes les enjeux identifiés par la CRE. Toutefois, nous aimerions attirer également l'attention de la CRE sur les trois priorités suivantes :

1. **La maîtrise des coûts des gestionnaires de réseau constitue un enjeu stratégique à plusieurs niveaux.** Premièrement, considérant la place centrale que la facture d'énergie occupe dans la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, il n'est pas soutenable ni efficace de contrer les effets néfastes de la hausse des tarifs par des mesures qui ne touchent pas aux tarifs réseau. En effet, les tarifs réseau représentent près d'un tiers de la facture TTC et, même hors période de crise, cette composante a fortement augmenté au cours des dernières années. Il est absolument nécessaire que les GRD participent à l'effort de protection du pouvoir d'achat des consommateurs. Deuxièmement, le prix de l'électricité est un élément crucial pour la transition énergétique ; l'électrification massive des usages ne se réalisera que par la garantie d'un prix de la facture d'électricité maîtrisé et prévisible. Chaque maillon de la facture d'électricité doit y contribuer.
2. **Enedis doit être incité à améliorer autant que possible ses performances dans le raccordement des installations d'énergie renouvelable et de recharge des véhicules électriques.** Enedis doit apporter plus de transparence et d'informations sur les zones favorables au raccordement, sur les limites ou difficultés de raccordement ainsi que sur l'avancement des différentes demandes pendant les différentes étapes du

processus. La prise en compte d'indicateurs tels que le délai moyen de raccordement n'est pas en mesure de refléter la totalité des blocages et des retards rencontrés. Il est important de suivre également le traitement des projets en grande souffrance, notamment en raison de délais de traitement ou de réponse excessifs.

3. **Le calendrier d'évolution du TURPE doit être strictement respecté.** En 2024 comme dans la présente consultation, les évolutions du TURPE ne sont plus respectées, pour des raisons externes liées aux fluctuations du TRVE. Cette situation fait porter des risques et des pertes injustifiés par les fournisseurs alternatifs, qui définissent les prix de leurs offres en fonction du cadre fixé par la CRE dans ses délibérations. Il est donc important que la CRE formalise les règles d'évolution du Turpe et qu'elle respecte les règles qu'elle a elle-même fixées. Cette situation rend très difficile pour les fournisseurs de proposer des offres à prix fixe tout compris, pourtant plébiscitées par tous les acteurs y compris la CRE elle-même (qualifiées d'offres à évolution la plus sûre dans les Lignes Directrices). Par ailleurs, rien n'empêche la CRE d'anticiper la hausse du Turpe lors du mouvement des TRVE au 1^{er} février 2025 sans pour autant modifier le calendrier d'évolution du Turpe au 1^{er} août 2025.
4. **La qualité des publications, notamment en termes de données de mesure, demeure un enjeu majeur des fournisseurs.** La publication des courbes de charges reste problématique, notamment en termes de complétude, et on constate encore des courbes publiées mais incomplètes, voire vides. Cela pose de nombreux problèmes opérationnels, notamment pour l'agrégation de l'ensemble de courbes de charges des sites d'un client, car il manque régulièrement des données pour certains de ces sites lui permettant d'avoir une vision complète et précise de sa consommation horaire. Nous souhaiterions que l'indicateur se focalise non seulement sur la publication mais également sur la complétude des données publiées.

Question 2 Partagez-vous le bilan du cadre de régulation du TURPE 6 et les principales évolutions envisagées par la CRE pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Bien que la qualité de service d'Enedis se soit améliorée pendant la période Turpe 6, nous considérons que les évolutions proposées pour la période TURPE 7 doivent permettre d'inciter davantage le GRD à améliorer la qualité des données, en particulier de consommation, transmises aux fournisseurs d'énergie.

A ce sujet, il est nécessaire qu'Enedis améliore sensiblement la gestion du problème des compteurs silencieux ou défectueux, qui ne communiquent pas de données ou envoient des données erronées ou incomplètes. Ces dysfonctionnements génèrent des redressements de consommation qui sont source de tensions dans la relation entre les fournisseurs et leurs clients. Elles dégradent également la qualité des données transmises par les fournisseurs pour inciter les consommateurs à adopter des habitudes de consommation plus sobres.

Question 3 Considérez-vous, comme la CRE, qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour le TURPE ?

Nous sommes dans les grandes lignes favorables à une durée de quatre ans pour la période d'application du TURPE 7. En revanche, nous souhaitons que la CRE lance une réflexion pour améliorer la visibilité des acteurs sur les évolutions du Turpe.

En effet, au fur et à mesure de l'avancement dans la période de quatre ans, il devient de plus en plus difficile de faire des estimations sur l'évolution du Turpe. Lors de la dernière année, les acteurs ne disposent plus d'aucune visibilité.

Question 4 Êtes-vous favorable à une évolution exceptionnelle du TURPE 6 au 1er février 2025 pour apurer de manière anticipée le CRCP d'Enedis constaté au 31 décembre 2023 ?

Nous nous opposons fermement à cette proposition. Tous les acteurs du secteur ont besoin de pouvoir compter sur un environnement réglementaire stable, et notamment les fournisseurs, auxquels est demandé un engagement sur le long terme pour fournir aux consommateurs des offres à prix fixe pluriannuelles compétitives.

Dans ce cadre, le strict respect du calendrier TURPE constitue un enjeu crucial pour l'année 2025, notamment après le décalage de la prise en compte du tarif réseau déjà imposé par la CRE en 2024.

Enfin, cette proposition de la part du régulateur constitue une fois de plus la preuve de la politisation que le prix de l'électricité subit en France, avec des évolutions réglementaires perpétuelles qui sont imposées aux acteurs selon les fluctuations du TRVE. Or, le TRVE ne peut pas être et n'a pas vocation à être le driver de l'ensemble des composantes du secteur.

Si la CRE le souhaite, elle peut anticiper l'évolution du TURPE d'août 2025 dès le mouvement tarifaire du TRVE en février, comme le font tous les fournisseurs pour leurs propres offres.

Question 5 Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE sur la construction du revenu autorisé d'Enedis ?

L'Anode n'est pas opposée à la proposition de la CRE.

La modification du plafond et du plancher du CRCP induirait une hausse de la volatilité du tarif au sein de la période tarifaire, mais réduirait les montants à apurer entre une période tarifaire et l'autre, au moment où les acteurs ont le moins de visibilité sur l'évolution du TURPE.

Question 6 Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du taux sans risque afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques de court terme ?

L'Anode est défavorable à cette proposition de la CRE.

Nous souhaitons rappeler que le lissage sur 10 ans du taux sans risque a été introduit à la demande des gestionnaires de réseaux, pour limiter la baisse de leur rémunération dans un contexte de baisse des taux sans risque, et cela aux dépenses des consommateurs.

Si la CRE devait maintenir sa volonté d'introduire un taux sans risque de court terme, il est crucial que la pondération du taux de long terme reste dominante pour limiter la hausse et les consommateurs. Pour cette raison, nous proposons que :

- Le taux de court terme soit lissé sur cinq ans et non pas sur trois ans ;
- La pondération des taux soit établie à un rapport 80/20, de manière que le taux de long terme puisse rester le plus important.

Il ne faut pas oublier qu'Enedis est une entité régulée, au revenu garanti et que la protection qui lui a été octroyée au cours des années avec le lissage sur 10 ans du taux sans risque a eu un impact négatif pour les consommateurs. Cela est d'autant plus vrai que, selon la Cour des Comptes, Enedis a versé des dividendes pour 500 M d'€ par an à EDF entre 2011 et 2018¹, et que ces montants n'ont arrêté d'augmenter par la suite².

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dividendes versés (M€)	535	427	454	551	659	513	557	508	540	907	1.258

¹ Cour des Comptes. *Enedis : contrôle des comptes et de la gestion*. Disponible à : [Enedis : contrôle des comptes et de la gestion](#)

² Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 Avril 2023. Disponible à : [ENEDIS - Comptes sociaux 2022 23-06-2023.pdf](#)

Il est aujourd'hui nécessaire que les consommateurs soient récompensés pour leur effort.

Question 7 Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025 ?

L'Anode accueille favorablement l'orientation de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025.

La fin de la période de déploiement massif fait disparaître la nécessité d'imposer une régulation incitative.

Question 8 Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant l'évolution du traitement tarifaire des contributions de raccordement demandée par Enedis ?

L'Anode partage pleinement l'analyse préliminaire de la CRE.

Dans un contexte de besoin accru de nouveaux raccordements engendré par l'essor massif des énergies renouvelables, la restitution immédiate des recettes issues des raccordements est une nécessité pour limiter l'impact sur la trésorerie des développeurs de projets et la hausse du tarif.

Question 9 Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif TURPE 7 HTA-BT ? Êtes-vous favorable au rehaussement à +/- 3 % du plafond du facteur k ?

Nous accueillons favorablement les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE et le rehaussement à +/- 3% du plafond du facteur k. La modification du plafond et du plancher du CRCP induirait une hausse de la volatilité du tarif au sein de la période tarifaire, mais réduirait les montants à apurer entre une période tarifaire et l'autre, au moment où les acteurs ont le moins de visibilité sur l'évolution du TURPE.

Question 10 Êtes-vous favorable au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation, ainsi qu'aux orientations préliminaires envisagées par la CRE pour le périmètre couvert par le CRCP pour la période TURPE 7 ?

Nous sommes favorables au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation. Toutefois, nous avons des remarques par rapport au périmètre couvert par le CRCP tel qu'envisagé par la CRE pour la période tarifaire TURPE 7.

Nous ne sommes pas favorables aux orientations de la CRE relatives au tarif agent. En effet, les effets de la hausse du prix de l'électricité et du gaz doivent être portés de manière partagée par l'opérateur et les consommateurs car si les prix de l'électricité et du gaz ne sont pas maîtrisables par Enedis, le choix de continuer à offrir un tarif agent l'est. Nous sommes donc convaincus que les volumes d'énergie consommés au titre du tarif agent comme 100% des effets prix doivent rester dans le périmètre de la régulation incitative.

Question 11 Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des pertes pour la période TURPE 7 ?

L'Anode s'interroge sur l'augmentation des pertes non techniques, qui sont reparties à la hausse depuis l'année 2022 et qui constituent un coût pour la totalité du système électrique.

Pour ces raisons, nous sommes convaincus qu'il faut demander au GRD un effort supplémentaire, au-delà des objectifs envisagés par la CRE, en valorisant entre autres le plan national anti-fraude d'Enedis. Nous souhaitons rappeler à ce sujet que l'équilibre budgétaire du déploiement de Linky reposait sur des gains financiers liés à la réduction des PNT.

Nous proposons donc à la CRE de maintenir et simplifier l'incitation pour le coût des achats des pertes : d'une part, l'incitation doit porter de manière globale sur le coût en € (pas de différenciation entre la composante volume et la composante prix) ; d'autre part, le risque sur les écarts éventuels sera porté à 20% par Enedis et à 80% par les utilisateurs du réseau à travers le CRCP.

Question 12 Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

L'Anode accueille favorablement les orientations de la CRE au sujet de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis.

Toutefois, notre association ne partage pas la volonté de la CRE de prévoir la possibilité d'actualiser le niveau de référence à mi-période en fonction de l'évolution constatée des coûts dans la régulation incitative sur 2023 et 2024.

D'une part, il nous paraît difficile sur ce sujet d'envisager une mise à jour basée uniquement sur une année de retour d'expérience. En effet, une période d'observation plus longue serait bien plus pertinente pour éviter les facteurs conjoncturels et permettre également à l'opérateur de travailler sur l'optimisation de ses coûts unitaires. D'autre part, certains fournisseurs d'énergie s'engagent auprès de leurs clients pour leur fournir des offres à prix fixe tout compris sur la durée, sans répercuter les évolutions du TURPE dans les contrats. Ces offres nécessitent un effort réel pour les fournisseurs au regard des risques qu'elles induisent. Il est donc important de limiter les paramètres qui peuvent induire des évolutions importantes de la trajectoire tarifaire par rapport à celle fixée en début de période.

Question 13 Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le TURPE 7 ?

L'Anode accueille favorablement la proposition de la CRE.

Question 15 Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour le respect de l'envoi de la proposition de raccordement pour les différents niveaux de tension à savoir, de 95 % à 98 % pour le segment BT ≤ 36 kVA et de 91 % à 94 % pour le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA ?

Il est fondamental que des objectifs ambitieux soient fixés à Enedis afin de répondre au besoin accru de raccordements engendrés par le renforcement du réseau et l'installation des énergies renouvelables. Les retards accumulés par Enedis au cours de la dernière période sont à ce titre extrêmement préoccupants, et nous constatons déjà une dégradation importante des délais sur les raccordements > 36 kVA pour certains des projets de nos membres.

Pour ces raisons, nous partageons la proposition d'inciter Enedis à atteindre ses objectifs et à améliorer sa performance, indépendamment du niveau d'objectif fixé. Toutefois, nous ne comprenons pas la volonté de la CRE d'inciter Enedis avec un objectif inférieur à celui du TURPE 6 pour les raccordements > 36 kVA. Nous pensons donc que celui-ci doit être fixé à minima à 94%, soit identique à celui de la fin de la période TURPE 6.

Question 16 Êtes-vous favorable à la mise en place d'un suivi sans incitation du délai moyen (en jours) de remise des 5 % des PTF les plus longues ?

Étant impactés par des retards de ce type sur certains des projets de nos membres, nous sommes favorables à la mise en place d'un tel suivi.

Par ailleurs, nous souhaitons attirer l'attention de la CRE sur les dysfonctionnements persistants dans le traitement des raccordements. Certains projets subissent des délais excessifs pour recevoir une proposition, et dans de nombreux cas, les porteurs de projets ne disposent d'aucune information sur l'avancement des procédures. Ces retards et ce manque de visibilité empêchent toute planification fiable, compromettant la finalisation des projets.

Nous recommandons donc que la CRE agisse rapidement en instaurant des incitations financières pour réduire ces délais, qui représentent un frein majeur au développement des énergies renouvelables.

Question 19 Êtes-vous favorable à la fusion des catégories des raccordements BT ≤ 36 kVA avec extension du réseau et BT > 36 kVA avec et sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs envisagée par la CRE sur TURPE 7 ?

L'Anode accueille favorablement la proposition de la CRE et considère cohérents les objectifs de performance imposés par le régulateur à Enedis.

Question 22 Êtes-vous favorable à la mise en place d'un système automatique pour le versement des indemnités en cas de retard de mise à disposition du raccordement ?

L'Anode accueille favorablement la proposition de la CRE.

Question 23 Êtes-vous favorable à la régulation incitative envisagée par la CRE concernant la capacité de postes sources à créer en priorité, dans le cadre des S3REnR ?

L'Anode accueille très favorablement la proposition de la CRE concernant la régulation incitative des postes sources à créer en priorité.

Question 24 Identifiez-vous d'autres données à intégrer au rapport annuel sur le raccordement à publier par les gestionnaires de réseaux ?

Comme mentionné dans notre réponse à la question 16, nous alertons la CRE sur les difficultés de communication que nous rencontrons avec Enedis dans certains projets de raccordement impactés par des retards importants. L'absence d'information sur l'avancement des procédures empêche les développeurs de faire des prévisions fiables.

L'Anode recommande donc que le rapport prenne également en compte le taux de réponse et la qualité des informations fournies aux opérateurs par Enedis dans le cadre des projets en retard.

Par ailleurs, il nous paraît important de disposer de plus de transparence sur la file d'attente des projets pour les raccordements et de disposer davantage d'outils permettant aux développeurs d'être plus autonomes sur la détermination des zones les plus appropriées pour les raccordements ou sur les schémas de raccordement possibles avec les avantages et contraintes.

Question 29 Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la transmission des données envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Lead Anode

Nous accueillons favorablement les mesures de la CRE à ce sujet. L'Anode considère également que la publication régulière des flux de mise en service, d'activation et de raccordement doit être fortement incitée.

La qualité des publications, notamment en termes de données de mesure, demeure un enjeu majeur des fournisseurs. La publication des courbes de charges reste problématique, notamment en termes de complétude, et on constate encore des courbes publiées mais incomplètes, voire vides. Cela pose de nombreux problèmes opérationnels, notamment pour l'agrégation de l'ensemble de courbes de charges des sites d'un client, car il manque régulièrement des données pour certains de ces sites lui permettant d'avoir une vision complète et précise de sa consommation horaire. Nous souhaiterions que l'indicateur se focalise non seulement sur la publication mais également sur la complétude des données publiées.

Question 36 Partagez-vous l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux ?

L'Anode partage les axes de développement identifiés par la CRE pour favoriser le développement de la flexibilité.

Nous souhaitons toutefois insister sur l'importance d'élargir les offres de raccordement flexibles. Enedis doit favoriser le développement de solutions de flexibilité, sous la forme de stockage et d'effacement, en proposant des offres de raccordement attractives et adaptées aux besoins des acteurs.

Nous recommandons également de consulter les acteurs concernés afin de co-construire des offres de raccordement flexibles répondant au mieux aux besoins des développeurs de projets.

Question 37 Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à attribuer à Enedis 20 % des gains économiques permis par la flexibilité ?

L'Anode accueille favorablement cette proposition de la CRE.

Question 44 Êtes-vous favorable à la suppression du guichet Smart Grids pour la période du TURPE 7 ?

Nous accueillons favorablement la proposition de la CRE de supprimer le guichet *Smart Grids*, surtout au vu du manque d'utilisation des ressources qui étaient allouées.

Question 46 Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la hausse des plafonds des régulations incitatives de qualité de service, de qualité d'alimentation, de coûts unitaires et des raccordements ?

L'Anode accueille favorablement cette proposition de la CRE.

Question 47 Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de couvrir les coûts du parc de compteurs historiques par la facturation d'une composante spécifique à l'ensemble des clients non équipés de compteurs évolués hors impossibilité technique ?

Question 48 Partagez-vous les volumes de relève à pied et de contrôles envisagés par la CRE ?

Question 49 Êtes-vous favorable à une composante tarifaire additionnelle pour les clients qui n'auraient pas transmis d'index ou n'auraient pas pris de rendez-vous ?

Nous accueillons favorablement cette proposition de la CRE. Toutefois, son implémentation nécessitera de prévoir des délais conséquents et une concertation entre le GRD et les fournisseurs.

Nous recommandons donc de commencer à facturer cette composante additionnelle à partir d'août 2026.

Question 51 Avez-vous des observations sur l'analyse préliminaire de la CRE relative aux charges nettes d'exploitation d'Enedis pour le TURPE 7 ?

L'Anode fait part à la CRE de son inquiétude par rapport à l'explosion du coût des charges nettes d'exploitation, qui se répercute sur le consommateur final. Il est fondamental qu'Enedis maîtrise ses coûts, dans l'intérêt de l'électrification des usages et de la protection du pouvoir d'achat des consommateurs.

Question 53 Avez-vous des remarques sur l'analyse préliminaire de la CRE concernant le niveau des paramètres de rémunération pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Pour l'Anode, les hausses des niveaux de marge et de rémunération des capitaux propres envisagées sont excessives pour une activité régulée comme la distribution d'électricité.

Nous sommes donc défavorables à toute augmentation des taux de rémunération des capitaux propres régulés d'Enedis.

Enfin, concernant la pondération des taux sans risque, nous rappelons que la répartition proposée par Enedis (50/50) est inadéquate. Une pondération 80 % long terme / 20 % court terme est la seule solution réaliste pour refléter les coûts d'Enedis, réduire la volatilité des taux, et protéger les consommateurs.

Question 58 Avez-vous des remarques concernant les options d'évolution de marche tarifaire ou de lissage du revenu autorisé d'Enedis sur la période TURPE 7 ?

L'Anode soutient clairement l'option 2 proposée par la CRE, avec un lissage en quatre hausses identiques du TURPE (+3,2% par an).

Cette approche présente deux avantages majeurs : elle évite une hausse marquée dès la première année, ce qui limiterait l'impact sur les consommateurs déjà confrontés à des augmentations fiscales, et elle offre une meilleure visibilité grâce à des évolutions régulières et prévisibles des tarifs.

Question 59 Êtes-vous en accord avec la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard ?

L'Anode est favorable à cette proposition de la CRE.

Question 60 Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Nous sommes favorables au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes.

Question 61 Êtes-vous favorable aux modalités de mise en œuvre proposées par Enedis et aux orientations proposées par la CRE concernant l'évolution du placement des heures creuses ?

Question 62 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA ?

L'Anode soutient les évolutions réglementaires favorisant la transition énergétique et renforçant la flexibilité du réseau. Nous partageons donc l'objectif d'adapter les régimes d'heures pleines et creuses pour mieux intégrer la production solaire et alléger les contraintes pour le réseau.

Cependant, la proposition manque d'analyse technico-économique démontrant clairement les bénéfices pour les consommateurs et la stabilité du réseau. Sans données précises et chiffrées, il est impossible pour les acteurs de juger l'impact réel de ces changements. De plus, aucune corrélation entre les nouvelles heures creuses et les baisses de prix effectives sur certaines zones géographiques n'est présentée, ce qui pourrait remettre en question la logique économique derrière cette réforme.

Enfin, le préavis entre la date de décision et celle de mise en œuvre est insuffisant, notamment au regard de l'absence de données transmises par Enedis afin de permettre aux fournisseurs d'anticiper les conséquences de ce changement sur le profil de consommation de leurs clients. Nous demandons donc un report du démarrage a minima à 2026 pour cette

évolution, pour permettre aux fournisseurs d'adapter, le cas échéant, leurs offres ou leurs couvertures et de réduire l'impact sur leurs contrats en cours. En effet, à la mi-2025 un nombre important de clients aura encore des contrats souscrits et prixés par les fournisseurs avec l'ancien calendrier HPHC : il sera impossible pour les fournisseurs de mettre à jour leurs offres. Ces derniers devront supporter les éventuelles pertes induites.

Question 65 Êtes-vous favorable au maintien des composantes de CMDPS en HTA et en BT > 36 kVA tel que proposé par la CRE ?

L'Anode soutient le maintien d'une composante mensuelle de dépassement de la puissance souscrite. Cependant, nous souhaitons souligner que la méthode de calcul actuelle est complexe et peu lisible pour les consommateurs.

Nous recommandons donc une simplification : facturer systématiquement le client sur la base de la puissance de soutirage constatée en cas de dépassement, avec une pénalité de l'ordre de 30 %. Cette approche inciterait les clients à souscrire une puissance adaptée à leurs besoins, réduisant ainsi la possibilité d'arbitrage et les conséquences négatives pour le système électrique qui en dérivent.

Question 67 Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant l'énergie réactive ?

L'Anode accueille favorablement la proposition de la CRE ; il s'agit de l'évolution la plus logique pour la facturation de l'énergie réactive.

Question 68 Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tarif optionnel injectionsoutirage accessible de manière transitoire aux installations de stockage raccordées au réseau HTA au sein des zones pour lesquelles l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible ?

Question 69 Êtes-vous d'accord avec les critères envisagés par la CRE pour définir les zones dans lesquelles une installation de stockage pourrait souscrire au tarif injectionsoutirage ?

Question 70 Êtes-vous d'accord avec les règles envisagées par la CRE pour placer les heures de pointe du tarif injection-soutirage ?

Nous accueillons favorablement la proposition de la CRE.

Question 73 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Nous accueillons favorablement la proposition de la CRE.

Question 75 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le principe de l'option tarifaire d'autoconsommation collective distinguant flux autoproduits et alloproduits ?

Nous accueillons favorablement la proposition de la CRE.